

**Australie - Attractivité - Relations
bilatérales - Discours de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international,
devant le Forum d'affaires
(Sydney, 01 mars 2017)**

Madame le Premier Ministre de Nouvelle-Galles du Sud,

Monsieur le Président de l'European Australian Business Council,

Monsieur le Représentant spécial pour les relations avec l'Australie,

Monsieur le Président du groupe France- Australie au sein du Medef,

Monsieur le Représentant du groupe LVMH,

Monsieur l'Ambassadeur,

Monsieur le Consul général

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui pour cette rencontre de haut niveau organisée par le Medef International et l'European Australian Business Council.

Le développement de nos relations économiques est un objectif prioritaire de la Déclaration de partenariat stratégique rehaussé que nous signerons vendredi avec Mme Julie Bishop, mon homologue, la ministre des affaires étrangères. Dans cette déclaration, nous mentionnerons notre souhait mutuel de coopérer sur les grands enjeux économiques mondiaux dans les instances multilatérales, mais aussi celui d'ouvrir la voie à la future négociation d'un accord de libre-échange, bénéfique et équilibré, entre l'Union européenne et l'Australie. La France y est attachée, l'Australie aussi, je le sais.

Au-delà de grands objectifs, une méthode est nécessaire pour resserrer les liens entre nos deux pays. Cette méthode doit notamment se traduire par un rythme régulier de visites entre la

France et l'Australie. Cette nécessité vaut pour les dirigeants politiques - ce que nous faisons - mais aussi pour le secteur privé, à travers de fréquentes délégations d'entreprises. Je suis très heureux d'être accompagné en Australie par une délégation de dirigeants de haut niveau français que vous avez préparée, Guillaume Pepy, et je vous en remercie. J'en avais aussi parlé récemment avec M. Ross McInnes. Les représentants des groupes français présents aujourd'hui ont choisi de consacrer plusieurs jours à cette visite, ce qui traduit leur intérêt à l'égard de l'Australie et du développement de nos relations commerciales et d'investissement.

Les entreprises françaises veulent contribuer à la diversification de l'économie australienne et à sa transition vers un modèle plus centré sur l'innovation. Ces entreprises françaises sont déjà bien représentées parmi les investisseurs étrangers en Australie, avec plus de 60.000 personnes employées dans tout le pays. Mais nous devons être plus ambitieux. Si nous sommes là aujourd'hui avec vous, Mesdames et Messieurs les Représentants d'entreprises françaises, c'est bien qu'il y a un intérêt fort chez vous pour l'Australie.

Les Australiens connaissent bien sûr la France pour ses traditions, son art de vivre et ses produits de luxe. 1,2 millions d'Australiens visitent la France chaque année. Notre pays est le premier fournisseur de vins et de boissons alcoolisées de l'Australie et la parfumerie et la maroquinerie française haut de gamme sont très visibles dans les vitrines des magasins en Australie. Je remercie à cet égard la Maison Louis Vuitton, qui est un exemple éclairant de cette visibilité, de nous accueillir aujourd'hui.

Mais la France réussit aussi dans des domaines moins connus du grand public australien. Je pense à l'industrie et aux services. De nombreux Australiens utilisent chaque jour des services ou des produits fournis par les entreprises françaises. Ils sont transportés sur des réseaux gérés par un groupe français, boivent de l'eau traitée par une société française ou encore consomment de l'électricité fournie par une de nos entreprises. Dans le secteur de l'énergie, des entreprises françaises sont impliquées dans de très grands projets extractifs mais aussi dans le secteur des renouvelables.

L'activité de nos grands groupes industriels se traduit à la fois par des exportations vers l'Australie, mais aussi par une production locale et un effort de recherche et développement qui produit à son tour des exportations vers des pays tiers.

C'est donc la conjonction de la très haute technologie française, de notre capacité à coopérer localement et à transférer cette technologie et d'une conception commune de l'indépendance nationale qui a permis le choix par le gouvernement australien de DCNS comme partenaire pour la construction de sa nouvelle génération de sous-marins. Cet engagement va lier désormais nos deux pays dans une coopération technologique parmi les plus sensibles et les plus complexes qui soient, sur une très longue durée. Cela a été évoqué dans les journaux australiens ce matin.

Pour développer une industrie souveraine en matière de technologie sous-marine, c'est tout un écosystème qui est nécessaire. Cet écosystème doit associer des grands groupes et des sous-traitants de taille plus modeste, un effort de recherche qui associe des acteurs publics et privés et promouvoir la formation d'une main d'oeuvre à la hauteur du niveau de performance requis. C'est pourquoi je parle d'écosystème qui doit se développer en Australie. Les

partenariats entre l'Australie et la France tissés à l'occasion de ce grand contrat doivent devenir un modèle reproductible dans d'autres domaines. Nos entreprises y sont prêtes et l'État soutiendra les efforts de chacun. C'est mon message aujourd'hui.

La forte mobilisation de la communauté d'affaires australienne ce matin, grâce au travail que vous avez mené, prouve combien cet intérêt n'est pas unilatéral. De nombreux groupes australiens ont déjà noué des liens avec leurs homologues français et souhaitent poursuivre dans cette direction. Les entreprises australiennes qui ont fait le pari de l'investissement en France ont connu des succès importants. Je pense par exemple au groupe Ramsay, aujourd'hui leader du secteur de l'hospitalisation privée en France. Notre pays est la 4^e destination mondiale en termes d'investissements directs étrangers, la première destination en Europe pour les investissements étrangers dans le secteur industriel. On ne le sait pas assez. Il était donc de mon devoir d'en parler. L'environnement des affaires y est stable et prévisible. Il est nécessaire de le rappeler. Le contexte créé par le Brexit va placer beaucoup d'entreprises australiennes implantées au Royaume-Uni hors de l'Union européenne. Ce sera le cas dans deux ans. Mais l'Europe va continuer. La France et l'Allemagne en sont les piliers. Il faut que l'Europe sorte plus forte de cette phase. Les entreprises australiennes sont les bienvenues en France ; je les invite à venir y investir.

Car la France évolue, plus vite qu'on ne le perçoit parfois. Elle offre beaucoup d'opportunités nouvelles. Dans le domaine des infrastructures, les chantiers que nous initions en témoignent. De vraies métropoles se sont développées en province et puis, il y a le Grand Paris, avec notre candidature à l'accueil de l'Exposition universelle de 2025 et des Jeux olympiques de 2024. Nous cherchons désormais à mobiliser des financements privés pour ces grands projets à travers des propositions innovantes, je pense par exemple aux partenariats public-privé ou à la récupération d'une partie des plus-values foncières qui sera proposée aux investisseurs du Grand Paris.

Dans les dix ans qui viennent, c'est ma conviction, l'image et l'attractivité du Grand Paris aura beaucoup changé. L'un de mes premiers dossiers en tant que Premier ministre était justement l'amélioration de l'attractivité du Grand Paris et, plus largement, l'attractivité de la France et de l'Europe.

L'économie française traverse une mue sans précédent en matière d'innovation. La France a lancé l'an dernier le plan «Nouvelle France industrielle», qui doit permettre d'accélérer la modernisation de l'outil industriel et du modèle économique de nos entreprises et d'inventer les activités économiques de demain. Nous avons mis en place des moyens considérables dans l'économie des données, les objets connectés, la confiance numérique, l'alimentation intelligente, la ville durable, la mobilité écologique et la médecine du futur, avec des dispositifs publics très incitatifs, comme le crédit d'impôt recherche qui n'existe nulle part ailleurs. Ce crédit d'impôt recherche est accessible à toutes les entreprises opérant en France, quelle que soit leur nationalité.

Aujourd'hui, l'écosystème français de l'innovation est l'un des plus dynamiques. Paris & Co, l'incubateur de la région Île-de-France, est désormais le premier incubateur d'Europe et la Station F, inaugurée en avril prochain, sera le plus grand incubateur au monde. Ce sont les choix stratégiques que nous avons faits. J'invite nos partenaires australiens à venir constater par eux-mêmes ce dynamisme, celui de l'innovation. Leur venue sera facilitée par notre

système de guichet unique, qui rend plus aisés l'installation et le séjour en France des professionnels. Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Consul général, je sais que vous facilitez ces allées et venues de professionnels et je vous en remercie.

Mesdames et Messieurs,

J'ai la conviction que vos travaux déboucheront sur des conclusions concrètes et opérationnelles. Je suis ouvert aux recommandations que vous souhaitez faire à nos deux gouvernements et sur lesquelles je pourrai échanger demain et après-demain avec le Premier ministre et les ministres des affaires étrangères et du commerce. C'est un programme intense mais qui vaut la peine. Je vous remercie./.